

Numéro 30 - 16 novembre 2019

**Le coup d'État contre la République plurinationale
de Bolivie et son président**

**Le Canada doit cesser d'être l'instrument
des opérations de changement de
régime des États-Unis!**

**Aux côtés du peuple bolivien, exigeons la
réintégration du président qu'il a élu!**



Grand rassemblement de résistance au coup d'État à El Alto, le 13 novembre 2019

- **La Bolivie sous le gouvernement d'Evo Morales**
 - **Derrière le coup d'État raciste en Bolivie**
- *Danny Shaw, Conseil des affaires hémisphériques* -

À titre d'information

- **Enregistrements audio de politiciens américains et leaders
de l'opposition bolivienne ourdissant le coup d'État**

Expressions de la solidarité anti-impérialiste

- Des actions militantes en appui au peuple bolivien
 - Discussion sur les développements politiques dans les Amériques et les Caraïbes
- 28e victoire de Cuba à l'Assemblée générale de l'ONU: échanges animés avec la consule de Cuba à Montréal
- Le Canada doit cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures du Venezuela! Respectez les normes diplomatiques et internationales!
 - Debout avec Haïti! Justice, dignité, réparations
 - Marie Dimanche, Frantz André et Yves Engler -

Calendrier d'événements

Le coup d'État contre la République plurinationale de Bolivie et son président

Le Canada doit cesser d'être l'instrument des opérations de changement de régime des États-Unis! Aux côtés du peuple bolivien, exigeons la réintégration du président qu'il a élu



Rassemblement d'enseignants des régions rurales à La Paz, le 13 novembre 2019, pour exiger que le gouvernement autoproclamé du coup d'État se retire du pouvoir.

Les événements de la semaine passée en Bolivie montrent clairement que nous sommes témoins de l'aboutissement d'un coup d'État militaire contre le président Evo Morales, qui a été réélu à l'élection générale du 20 octobre, et le Mouvement pour le socialisme (MAS) qu'il dirige et qui a remporté une majorité de sièges au Sénat et à la Chambre des députés.

Il existe des preuves irréfutables démontrant que les événements survenus la semaine dernière sont

liés aux efforts des États-Unis pour influencer et prendre le contrôle des forces militaires et policières de la région par le biais de programmes mis en place à cette fin. En outre, des cassettes audio laissent voir que certains politiciens américains et fonctionnaires de l'ambassade ont collaboré avec des officiers de l'armée, des membres de l'opposition boliviens à la retraite et d'autres pour organiser et financer les actions violentes et déstabilisatrices qui ont eu lieu, ainsi que la création d'un gouvernement parallèle dans l'éventualité d'une autre victoire d'Evo à l'issue de l'élection. L'existence d'un tel plan est corroboré par le fait que, selon Evo, un membre de son équipe de sécurité lui aurait dit qu'on lui avait offert 50 000 dollars pour le remettre à Evo à ses ennemis politiques.

Faisant preuve de mauvaise conscience, le gouvernement Trudeau refuse de se rendre à l'évidence. Dans ses déclarations, Affaires mondiales ne mentionne jusqu'à présent que la « démission » du président Morales et sa disposition à appuyer « une solution institutionnelle qui permettra à une administration intérimaire temporaire de se préparer à de nouvelles élections et d'éviter un vide de pouvoir ». Cela signifie que le Canada soutient la sénatrice de l'opposition Jeanine Añez qui, comme Juan Guaido au Venezuela, s'est déclarée présidente intérimaire en violation de la constitution, et dans ce cas avec le soutien de l'armée (on voit un officier l'aider à mettre l'écharpe présidentielle lors de son assermentation).

Après s'être emparée de la présidence, Añez a nommé son propre cabinet et, contredisant la prétention que son gouvernement n'était qu'un gouvernement « intérimaire » en place jusqu'à la tenue d'une nouvelle élection, elle a immédiatement entrepris dans un esprit revanchard de démanteler les programmes et les mesures de tous types mis en place par le gouvernement du MAS. Si la « présidente » par intérim réussit à s'imposer, il n'y a pas qu'Evo qui se verra interdire de se présenter à l'élection, mais tous les candidats du MAS. Entre-temps, la police et l'armée ont reçu le feu vert pour attaquer et arrêter arbitrairement ceux qui résistent au coup d'État, dont beaucoup appartiennent aux nations autochtones. En date du 16 décembre, 23 décès ont été signalés, bon nombre par balles.



Dans les opérations de changement de régime au Venezuela et en Bolivie, le Canada a joué un rôle important au sein de l'Organisation des États Américains (OÉA) pour que le regroupement déclare des élections illégitimes ou frauduleuses lorsqu'elles ne produisent pas les résultats escomptés. Ensuite il s'associe aux forces du coup pour destituer illégalement les présidents et les gouvernements élus par le peuple.

Dans le cas de la récente élection en Bolivie, des analyses distinctes des résultats réalisés par différents experts ne corroborent pas les prétendues conclusions de la vérification réalisée pour le compte l'OÉA. Toutes les études ont conclu que le nombre d'irrégularités rapportées n'était pas significatif et que la suppression des votes dits suspects en faveur d'Evo n'aurait pas changé sa victoire au premier tour. (Voir à ce sujet « [What Happened in Bolivia's 2019 Vote Count ? Role of the OAS Electoral Observation Mission](#) » du Center for Economic and Policy Research). Tout cela permet de croire que les prétendues irrégularités rapportées par l'équipe de l'OÉA - qui n'étaient pas des cas de fraude et n'établissaient pas la preuve tangible de fraude - étaient le prétexte attendu pour demander le rejet complet des résultats et demander la tenue de nouvelles élections, permettant ainsi aux forces du coup d'État de dire qu'Evo a été élu par la « fraude » et de prendre leurs mesures contre lui. Au nom de quoi le Canada a-t-il aidé à instiguer cette contestation ?



Marches en provenance de 20 États de la Bolivie vers les quartiers généraux du gouvernement pour soutenir Evo Morales, le 15 novembre 2019

Le Canada a joué un rôle similaire dans d'autres coups d'État ou tentatives de coup d'État orchestrés par les États-Unis dans l'hémisphère sud durant ce siècle, notamment contre le président Jean-Bertrand Aristide en Haïti en 2004 et contre le président Manuel Zelaya au Honduras en 2009. Dans ces deux cas, les chefs et les gouvernements visés par un changement de régime tentaient de tracer une voie de développement indépendant pour leur pays, en donnant la priorité aux besoins des travailleurs et des plus vulnérables, au lieu d'appliquer les dures solutions néolibérales dictées par le FMI qui ont détruit l'économie nationale de bien des pays et semé la misère dans le monde. Dans ces deux cas, outre le rôle qu'il a joué dans le soutien aux coups d'État perpétrés contre ces présidents, le Canada, sous des gouvernements conservateurs et libéraux, est intervenu pour empêcher les forces populaires d'élire le gouvernement de leur choix en s'empressant de soutenir des coups électoraux pour garantir le maintien au pouvoir des gouvernements néolibéraux et de l'appareil répressif qu'ils n'hésitent pas à utiliser contre le peuple en toute impunité.

Le fait que le Canada ait été sollicité par les États-Unis pour diriger le Groupe de Lima, prétendument pour « rétablir la démocratie au Venezuela », montre quel genre de démocratie, de droits humains et de primauté du droit il défend. Le Groupe de Lima est un regroupement de gouvernements parmi les plus corrompus, répressifs, non démocratiques et violateurs des droits humains, parmi lesquels le Brésil, le Chili, la Colombie, le Honduras, le Pérou — tous confrontés à des crises de légitimité et une répudiation généralisée chez eux.

L'hypocrisie du gouvernement Trudeau semble n'avoir aucune limite. D'une part, il fait des déclarations interminables en son propre nom ou en tant que membre du Groupe de Lima sur la destruction de l'ordre démocratique et constitutionnel au Venezuela, justifiant des mesures punitives par l'OÉA. Non seulement le peuple vénézuélien s'oppose-t-il résolument au changement de régime, mais les tentatives du Canada dans ce sens n'ont jamais réussi faute du soutien nécessaire au sein de l'OÉA. En même temps, il ferme les yeux sur l'assaut de l'oligarchie contre la constitution et la démocratie, ainsi que contre la vie du peuple bolivien qui demande le retour de son président légitime. C'est l'oligarchie raciste qui se venge maintenant des « Indiens » qu'elle méprise.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens à soutenir sans réserve le peuple bolivien qui exige la réintégration de son président élu, Evo Morales, et à exiger que le gouvernement du Canada cesse son ingérence flagrante dans les affaires de la Bolivie et du Venezuela, en violation de la Charte de l'ONU, du droit international et des normes de la diplomatie. Toute l'hypocrisie libérale sur la tenue d'élections libres et équitables, les droits humains et un «

ordre international fondé sur des règles » ne fera pas oublier cette réalité.

(Photos : O. Vargas, F. Morales, Prensa Latina)



La Bolivie sous le gouvernement d'Evo Morales



Célébrations à la suite de l'élection du président Evo Morales pour un quatrième mandat, le 29 octobre 2019

1. La Bolivie est passée du statut de pays le plus pauvre des Amériques à celui de pays ayant la plus forte croissance dans les Amériques ;
2. La Bolivie a augmenté son PIB de 400 pour cent ;
3. Les 8 bases militaires américaines en Bolivie ont été éliminées, et Evo a expulsé la DEA (Drug Enforcement Administration) et la CIA de son pays ;
4. Le gaz et l'eau ont été nationalisés (ils sont maintenant déclarés droits humains afin qu'ils ne puissent plus être privatisés) ;
5. La récupération du gaz naturel pour le mettre au service du peuple bolivien a soutenu le développement de cette grande nation ;
6. Douze usines de lithium, 3 usines de ciment, 2 usines d'automobiles et 28 usines de textile ont été construites ;
7. 12 694 coopératives ont été créées ;
8. La discrimination contre la majorité de la population, à savoir la population autochtone, a été éliminée et la Bolivie est devenue la République plurinationale de Bolivie, qui a reconnu constitutionnellement l'autodétermination et la culture des peuples autochtones ;
9. La moitié des postes publics sont occupés par des femmes, dont 68 % sont autochtones ;

10. Le salaire minimum a augmenté de 1 000 pour cent ;
11. La Bolivie a lancé son premier satellite, le Tupac Katari, [du nom d'un dirigeant autochtone Aymara qui a dirigé une rébellion contre les Espagnols en 1781-1782] ;
12. Le gouvernement bolivien a exercé le pouvoir de concert avec les mouvements sociaux, de sorte que la Bolivie a été gouvernée main dans la main avec le peuple ;
13. Le gouvernement Morales été un promoteur de la culture et du respect de l'environnement, selon le concept « Aimer la Pachamama » (la Terre mère) ;
14. Un régime de retraite à partir de 65 ans a été créée ;
15. Un programme de financement a été créé pour tous les étudiants boliviens ;
16. L'analphabétisme est passé de 22,7 % à 2,3 % ;
17. Plus de 25 000 kilomètres de routes ont été construits ;
18. 134 hôpitaux ont été construits ;
19. 7 191 centres sportifs ont été construits ;
20. 1 100 écoles ont été construites ;
21. Une nouvelle Constitution a été adoptée qui donne des droits aux travailleurs, aux paysans, aux étudiants, aux femmes et aux peuples autochtones.

(Regeneración, 12 novembre 2019. Traduction française: Pierre LeBlanc. Photos: AVN)



Derrière le coup d'État raciste en Bolivie

- Danny Shaw, Conseil des affaires hémisphériques -



Le dimanche 10 novembre, vers 16 heures (heure normale de l'Est), le président et vice-président démocratiquement élus de la Bolivie, Evo Morales et Alvaro Garcia, ont été contraints de démissionner. Ce n'était pas des démissions volontaires, contrairement à ce que rapportent CNN, le *New York Times* et le reste des médias corporatifs, et elles n'ont pas été acceptées par l'Assemblée législative comme le prévoit la Constitution de la Bolivie.[1] Il s'agissait d'un coup d'État usant de menaces et de brutalité contre Morales, Garcia, des membres du cabinet, des représentants du Congrès et leurs familles. Le commandant en chef de l'armée et le chef de la police bolivienne ont demandé la démission de Morales en termes non équivoques.[2] Les forces du coup d'État, dirigées par le président du Comité Pro-Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, continuent de cibler les militants du Mouvement pour le socialisme (MAS), les mouvements sociaux progressistes et les peuples autochtones de Bolivie.

Ce qui se dissimule derrière les manchettes trompeuses

Comme on pouvait s'y attendre, les médias institutionnels ont couvert de manière partielle les développements dans l'État plurinational de Bolivie, une nation andine riche en ressources qui compte 11,5 millions d'habitants, dont environ 50 % sont des autochtones.[3] Les grands médias n'hésitent pas à encourager les manifestations à Hong Kong et amplifient tout signe de mécontentement au Venezuela ou dans tout autre pays perçu par le gouvernement américain comme un « ennemi », mais ils ont largement ignoré les soulèvements populaires en Haïti, au Chili, en Équateur et ailleurs. Maintenant, dans le cas de la Bolivie, les cercles conservateurs des Amériques célèbrent une occasion de reprendre le pouvoir à un président, à une administration et à un peuple qui ont été un moteur régional pour la promotion des droits des autochtones, des femmes et des travailleurs et la défense de l'environnement. La Bolivie a connu l'un des taux de croissance économique les plus stables des Amériques, se situant entre 4 % et 5 % au cours des dernières années, et la pauvreté a diminué chez des millions de Boliviens, le taux passant de 59 % à 39 %, selon les données officielles de la Banque mondiale.[4]

Un appel à la solidarité



**Manifestation devant les bureaux de l'Organisation des États américains (OÉA)
à Washington le 11 novembre 2019**

Le jeudi 24 octobre, le comité électoral bolivien a déclaré Evo Morales vainqueur, avec 47,07 % des voix, devant Carlos Mesa, le deuxième avec 36,5 % des voix.[5] Selon une enquête du Centre for Economic and Policy Research, Morales disposait d'une marge de victoire suffisante pour être déclaré vainqueur des élections.[6] L'Organisation des États américains (OÉA) a quant à elle conclu

que l'élection était entachée d'irrégularités et que « l'équipe de vérification ne pouvait valider les résultats des élections et recommandait donc la tenue d'une autre élection ».[7] L'opposition dirigée par le dirigeant d'extrême-droite du Comité Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, a contesté les résultats de l'élection. Camacho a été impliqué dans l'affaire de corruption qui a touché tout le continent appelée les « Panama Papers ».[8] Il a aussi des liens avec le séparatiste et terroriste Branko Marinkovic, qui jouit de l'immunité au Brésil, pays maintenant gouverné par le président de droite Jair Bolsonaro.[9] En réponse aux accusations que l'élection n'était pas valide, Morales a invité les Nations unies et l'OÉA à venir mener une enquête.[10] L'opposition a rejeté tous ces appels, réitérant sa demande de démission de Morales.[11] Morales a répondu aux accusations de l'OÉA concernant des irrégularités en appelant à de nouvelles élections et à la reconstitution de la commission électorale, mais les dirigeants du coup d'État ont rejeté toutes ces concessions.[12]

Depuis que l'anarchie s'est installée, le président Morales a plaidé pour la paix et le dialogue dans toutes ses déclarations publiques. Cependant, l'opposition ne s'intéresse pas à la paix sociale construite par le MAS. Bien au contraire, elle veut renverser tous ces gains.

Dans la ville de Vinto, les manifestants ont brutalement attaqué la mairesse du MAS et pour l'humilierr lui ont coupé les cheveux et l'ont fait défiler dans les rues. Les forces antigouvernementales ont pris les armes et incendié les maisons des militants du MAS et des membres de leur famille. En réponse, Morales a dit : « Brûlez ma maison. Pas celles de ma famille. Cherchez la vengeance auprès d'Alvaro et moi. Pas auprès de nos familles. »[13]

Les manchettes des médias américains se donnent très peu la peine d'expliquer la division raciale et sociale qui caractérise historiquement la Bolivie. Les forces prodémocratie devraient chercher à comprendre la dynamique interne à l'oeuvre dans la société bolivienne et appuyer le rétablissement du gouvernement démocratiquement élu et la paix. Vétérans de plusieurs siècles de résistance, les Boliviens sont prêts à continuer de résister au coup d'État et à préserver les acquis historiques du « processus de changement ».

Derrière la propagande



Manifestation devant les bureaux de l'OÉA le 11 novembre 2019

Aux yeux des multinationales du gaz et de leurs laquais, le « crime » de Morales et du Mouvement pour le socialisme (MAS) est d'avoir rompu la relation historique d'exploité à exploiteur entre la Bolivie et les États-Unis.

En 2005, Evo Morales est devenu le 80e président de la Bolivie et son premier président autochtone. En 2006, le MAS a renationalisé les vastes réserves de gaz de la Bolivie. Morales a expulsé la Drug Enforcement Administration, USAID, le Peace Corps et l'ambassadeur des États-Unis à cause de leur politique d'intervention dans les affaires intérieures de la Bolivie, qui est illégale dans tous les

pays, et certainement aux États-Unis. Conscient des plus de 200 invasions militaires des États-Unis sur le continent au cours du XXe siècle, le MAS a créé une école militaire anti-impérialiste pour former ses propres officiers et soldats. Les Cholitas, le nom sous lequel sont connues les femmes aymaras, ont accompli d'importants progrès depuis 2005. Traditionnellement exclues de l'économie formelle et exploitées comme domestiques dans les maisons des riches, les Boliviennes se sont créé un nouvel espace économique et culturel qui leur donne plus d'autonomie.

En dépit de tous les gains sociaux et économiques, le processus de changement n'a pas été en mesure de transformer complètement le vieil appareil d'État au cours des treize dernières années. Au moment décisif, lorsque l'état de droit a été attaqué, d'importants secteurs du haut commandement militaire et de la police ont soutenu le coup d'État.

Lorsqu'il a démissionné pour empêcher d'autres attaques contre des Boliviens innocents, Evo a dit : « Mon péché est que je suis un autochtone et que je suis de la gauche. »

La contextualisation du coup d'État

Contrairement à ce que veulent nous faire croire le candidat en deuxième place Carlos Mesa, Luis Fernando Camacho et d'autres membres des forces en faveur du coup d'État, la violence et le chaos ne concernent pas seulement le quatrième mandat présidentiel de Morales. Il s'agit de quelles forces sociales réussiront à contrôler l'avenir de la Bolivie.

Actuellement, le renversement du gouvernement MAS et la victoire des forces interventionnistes proaméricaines représentent un recul monumental pour le peuple bolivien ainsi que pour la cause de l'indépendance et de la démocratie régionales, tout comme l'a été pour le Chili l'avènement de Pinochet en 1973.

Bien que 66,2 % des Boliviens soient autochtones ou mestizos (un métissage entre autochtones et Européens dont la génétique autochtone est plus élevée), la violence est concentrée à Santa Cruz et d'autres régions où les secteurs plus nantis - où la plupart des habitants ont le teint plus pâle et sont de descendance espagnole - n'ont aucun intérêt à développer l'unité et la démocratie bolivienne.^[14] La concentration de la richesse dans ces secteurs est la conséquence d'un développement inégal, lui-même une conséquence de plusieurs siècles de colonialisme.



Santa Cruz a tenté de se séparer de la Bolivie en 2008. Les forces sécessionnistes ont foulé aux pieds le drapeau rouge, jaune et vert de l'État plurinational de la Bolivie, le Wiphala, choisissant plutôt de hisser le drapeau vert et blanc régional. L'appel à l'« autonomie », les incendies de maisons et les attaques violentes sont des tentatives de reprendre la direction de l'État bolivien. Motivées par le racisme et leur soif insatiable de pouvoir auquel elles se sont habituées depuis les premiers jours de l'histoire du pays, ces forces sociales croient qu'elles ont remporté cette manche en écartant par la force Morales et Garcia du pouvoir.

Un continent insurrectionnel

On ne peut comprendre le recul temporaire en Bolivie que dans le contexte plus large de ce qui se passe à l'échelle de l'Amérique latine.

Le pays voisin de la Bolivie, l'Argentine, vient de rejeter l'ordre du jour de droite de Macrismo lors des récentes élections. À l'ouest, le Chili se révolte contre un ordre du jour et un président de milliardaires, Sebastian Pinera. Plus au nord, la Colombie a rejeté Uribismo dans des élections locales. Lula - le politicien le plus populaire du Brésil - est libre après avoir passé 19 mois comme prisonnier politique. Des millions d'Haïtiens sont dans la rue et exigent que cessent l'exploitation et l'occupation par les États-Unis. En Équateur, il y a un mouvement populaire contre Lenin Moreno et l'imposition draconienne du modèle économique néolibéral. Au Mexique, le président Andres Manuel Lopez Obrador dirige un nouveau parti dont l'objectif est d'édifier un ordre post-néolibéral. Le Venezuela et Cuba continuent de riposter à l'offensive générale des États-Unis, offensive à la fois diplomatique, militaire, médiatique et économique.

Le coup d'État ne peut mettre fin au processus de changement

Au moment de publier cet article, de nombreuses voix se font entendre pour dénoncer le coup. Elles proviennent de gouvernements qui défendent l'ordre constitutionnel en Bolivie, mais sont aussi des expressions de solidarité provenant de forces progressistes partout dans le monde, car ce qui se passe constitue un coup dur pour la démocratie et la justice sociale dans les Amériques.

L'OÉA, après avoir refusé de dénoncer la violence et les attaques racistes perpétrées par les forces du coup, a tardivement exprimé son appui à la préservation de l'ordre constitutionnel, à une nouvelle autorité électorale et à de nouvelles élections, toutes des revendications du président Morales lui-même.

La déclaration de l'OÉA se lit en partie comme suit :

« Le secrétariat général demande une réunion urgente de l'Assemblée législative plurinationale de Bolivie pour veiller au fonctionnement institutionnel et à la nomination de nouvelles autorités électorales afin de garantir un nouveau processus électoral. Aussi est-il important que la justice continue d'enquêter sur les différentes forces responsables d'avoir commis des crimes en lien avec le processus électoral du 20 octobre, jusqu'à ce que cette question soit résolue. »[15]

Maintenant que le président Morales et le vice-président Alvaro Garcia ont démissionné et que le coup a polarisé la société bolivienne, il sera difficile de rétablir le « fonctionnement institutionnel » qui a été miné par le coup. Morales a trouvé asile grâce aux autorités mexicaines. Ceux qui célèbrent la victoire anti-autochtone brûlent le Wiphala dans les squares publics. Les mobilisations populaires contre le coup et en appui à Morales s'intensifient, et par endroits elles sont brutalement réprimées par la police.[16] Selon des témoignages et des images prises sur le vif, la police mutine, qui est restée dans ses barraques alors que la violence et la destruction étaient déchaînées par les forces antigouvernementales, tire maintenant sur le peuple avec des armes létales.[17] Entretemps, le MAS et d'autres organisations qui ont joué un rôle clé dans le processus de changement tentent de protéger leurs rangs de la persécution et de se regrouper afin de défendre les progrès réalisés depuis une décennie, les gains qui ont sorti des millions de Boliviens de la pauvreté, revalorisé la culture autochtone et contribué au désir continental de former la Patria Grande. Comme l'a promis Evo Morales, « la lutte continue ».[18]

Danny Shaw est professeur d'Études latino-américaines et caraïbes à l'Université City de la ville de New York.

Notes

1. Londono, Ernesto, « [Bolivian Leader Evo Morales Steps Down](#) », *New York Times*. 10 novembre 2019. Voir l'article 161 (3) de la Constitution de la Bolivie : Les chambres se réunissent en assemblée législative plurinationale pour exercer les fonctions suivantes, ainsi que celles énoncées dans la Constitution : 3. Accepter ou refuser la démission du président l'État et du vice-président de l'État.

2. Déclaration de Vladimir Yuri Calderón Mariscal, commandant en chef de la police bolivienne qui a par la suite démissionné de son poste, 10 novembre 2019. Voir également la déclaration du commandant en chef des forces armées de Bolivie, Williams Kaliman, qui a appelé à la démission de Morales le 10 novembre 2019.
3. [International Work Group for Indigenous Affairs \(IWGIA\)](#). Selon le recensement national de 2012, 41 % de la population bolivienne de plus de 15 ans est d'origine autochtone, bien que les projections de l'Institut national de la statistique (INS) pour 2017 indiquent que ce pourcentage est probablement passé à 48 %.
4. La Banque mondiale en Bolivie
5. Krygier, Rachel, «[Bolivia's election panel declares Evo Morales winner after contested tally ; opponents demand second round](#) », *Washington Post*, 24 octobre 2019
6. Center for Economic and Policy Research. « [What Happened in Bolivia's 2019 Vote Count ? The Role of the OAS Electoral Observation Mission](#) », novembre 2019
7. Preliminary Findings of the Organization of American States. Analysis of the Electoral Integrity of the Plurinational State of Bolivia, 20 octobre 2019
8. «Informe involucra a cívico cruceño y envían dos casos al Ministerio Público »
9. Voir « [Revelan que Camacho se transporta en vehículo de Marinkovic en La Paz](#) » et « [El racismo de Branko Marinkovic es emulado por Luis Fernando Camacho](#) »
10. «[Bolivia election : U.S. withholds recognition ; Morales supporters and opposition clash as sides await OAS audit](#) », *Washington Post*, 29 octobre 2019
11. Ramos, Daniel. «[Bolivia military says won't 'confront' the people as pressure on Morales builds](#) », Reuters, 9 novembre 2019.
12. « [Bolivian President Morales calls for new elections after OAS audit](#) », Reuters, 10 novembre 2019
13. « [Statement of the Bolivian President, Evo Morales, upon Resigning from the Presidency](#) », 10 novembre 2019
14. <http://pdba.georgetown.edu/IndigenousPeoples/demographics.html>
15. Déclaration sur la Bolivie, OÉA, le 11 novembre 2019
16. Certains reportages indiquent que la police a demandé aux forces armées d'intervenir. Voir la-razon.com
17. Dans [un gazouillis envoyé le 11 novembre](#), Evo Morales écrit : « Après le premier jour du coup d'État civil-politique-policiér, la police qui s'est mutinée réprime avec des balles et provoque des morts et des blessés à El Alto. Ma solidarité est avec ces victimes innocentes, dont une jeune fille, et le peuple héroïque d'El Alto, défenseur de la démocratie. »
18. « [Déclaration du président bolivien, Evo Morales, après avoir démissionné de la présidence](#) », 10 novembre 2019

(Le 11 novembre 2019. Traduit de l'anglais par LML))

À titre d'information

Enregistrements audio de politiciens américains et leaders de l'opposition bolivienne ourdissant le coup d'État

Radio Erbol de Bolivie (réseau d'éducation) a diffusé 16 enregistrements audios impliquant des dirigeants de l'opposition appelant à un coup d'État contre le gouvernement du président Evo Morales, action politique qui aurait été coordonnée à partir de l'ambassade américaine en Bolivie.

Les sénateurs américains Marco Rubio, Bob Menendez et Ted Cruz, qui auraient entretenu des contacts avec l'opposition bolivienne, figurent parmi les personnes citées dans les échanges sur un éventuel changement de régime en Bolivie.

Les enregistrements révèlent également une participation à la conspiration politique de l'ancien préfet de Cochabamba, Manfred Reyes Villa, accusé de corruption en 2009 et ayant fui la Bolivie pour demander l'asile aux États-Unis, où il réside actuellement.

Dans leurs échanges, les politiciens boliviens mentionnent également un ancien président bolivien qui n'est pas nommé, l'ancien législateur de la Nouvelle Force républicaine Mauricio Muñoz, et les anciens officiers militaires Oscar Pacello, Remberto Siles, Julio Maldonado et Teobaldo Cardozo.

Cliquez sur chaque nom de fichier pour écouter l'enregistrement (en espagnol).

Audio 1: Illustre l'engagement des sénateurs américains Marco Rubio, Bob Menendez et Ted Cruz en faveur du plan de coup d'État en Bolivie.

Audio 2: Un membre de l'opposition bolivienne et un ancien militaire présumé aurait réclamé un soulèvement armé.

Audio 3: Un membre de l'opposition bolivienne (qui n'a pas encore été identifié) propose de révéler où demeurent les partisans du parti politique présidentiel, pour susciter la peur dans la population et les inciter par la suite à soutenir le coup d'État.

Audio 4: Un membre de l'opposition bolivienne (qui reste à identifier) évoque la stratégie que doit suivre l'opposition bolivienne pour établir un principe qui invalide les élections du 20 octobre, générer un soulèvement civilo-militaire et déclencher une grève nationale. Il ajoute que des membres actifs des forces armées nationales et de la police appuieraient ces actions.

Audio 5: Une conversation entre des membres de l'opposition bolivienne montrant la participation de Manfred Reyes Villa, un autre membre de l'opposition basée aux États-Unis, qui envisage un coup d'État. Le soutien que l'opposition obtient de la part de l'Église évangélique et du gouvernement brésilien est mentionné. Il y a notamment une référence à un présumé homme de confiance pour le président brésilien Jair Bolsonaro, qui conseille également un candidat à la présidentielle bolivien qui n'a pas encore été identifié.

Audio 6: L'enregistrement montre la participation de Manfred Reyes Villa, un membre de l'opposition, aux plans de coup d'État. La voix du militant politique bolivien Mauricio Munoz y Reyes peut être entendue.

Audio 7: Un ancien colonel bolivien confirme les plans du coup d'État contre le président Evo Morales et s'inquiète de la participation de dirigeants de comités civiques à l'armée liée à l'opposition.

Audio 8: L'ancien colonel bolivien Julio Cesar Maldonado Leoni, président du Comité militaire national, donne l'ordre de mettre en uvre toutes sortes d'actions contre l'ambassade de Cuba et ses diplomates, afin de semer la peur et la haine envers les Cubains afin qu'ils quittent le pays.

Audio 9: Cet audio est lié à une réunion entre d'anciens militaires boliviens tenue dans la ville de Cochabamba. L'ancien colonel Julio Cesar Maldonado Leoni, président du Comité militaire national, évoque la création d'un pouvoir politico-militaire.

Audio 10: L'ancien colonel bolivien Teobaldo Cardoso déclare que tout est prêt et qu'il s'agit d'un vaste groupe de militaires, anciens et actifs, prêts à faire la guerre.

Audio 11: L'enregistrement illustre l'engagement de l'homme politique et membre de l'opposition, Manfred Reyes Villa, à renverser le président. La voix de Manfred Reyes est entendue lors d'une conversation avec la militante politique et membre de l'opposition Miriam Pereira et les journalistes Carlos et Chanet Blacut.

Audio 12: La voix de l'ancien général de l'armée, Remberto Siles, qui se réfère à l'existence d'un grand plan contre le gouvernement bolivien, est entendue.

Audio 13: La stratégie et actions du comité civique de La Paz, dans le contexte de la grève nationale du 21 août. Vous pouvez entendre la voix de son président, l'homme politique Jaime Antonio Alarcon Daza.

Audio 14: Vous pouvez entendre la voix de l'ancien colonel Oscar Pacello Aguirre, représentant du coordinateur militaire national. Il mentionne un plan secret contre le gouvernement du président Evo Morales et les actions prévues pour le 10 octobre.

Audio 15: Rencontre privée entre les partisans de l'opposition Jaime Antonio Alarcon Daza et Ivan Arias et des membres des comités municipaux, dans le cadre de laquelle un accord a été conclu pour obtenir un équipement de vote rapide pour les prochaines élections présidentielles, afin de manipuler l'opinion publique et les résultats électoraux et déclarer la fraude. Il y a une référence à la Jubilee Foundation, à l'Union européenne, à l'ambassade des États-Unis et à l'église évangélique.

Audio 16: La militante politique Miriam Pereira relie le député de l'opposition et résident américain Carlos Sanchez Berzain au projet de renversement du président Morales. Elle commente que Sanchez veut inciter à une guerre civile en Bolivie et qu'ils ont un financement d'un demi-million de dollars.

(17 novembre 2019. Avec des informations de TeleSUR et d'elperiodicocr.com)

Expressions de la solidarité anti-impérialiste

Des actions militantes en appui au peuple bolivien

Un rassemblement à Toronto en solidarité avec Evo Morales et le peuple bolivien

Plus de 80 personnes ont participé à un rassemblement d'urgence le 12 novembre au parc Matt Cohen à Toronto pour exprimer leur appui au président Evo Morales de la Bolivie et au peuple bolivien, et pour condamner le coup d'État ainsi que ses instigateurs dont le Canada, les États-Unis et l'Organisation des États américains (OÉA), qui ont renversé Evo du pouvoir le 10 novembre. L'action a été organisée par le Réseau d'appui latino-américain et caribéen et un grand nombre

d'organisations et d'activistes y ont participé.



L'un après l'autre, les orateurs ont dénoncé le coup d'État et condamné la violence et la terreur organisées par l'armée et la police contre les membres de la famille du président Morales et les membres et partisans du Mouvement pour le socialisme (MAS). Les orateurs ont exigé que le gouvernement canadien et les partis politiques au parlement expriment la volonté du peuple canadien, condamnent le coup et mettent fin à l'ingérence du Canada dans les affaires de nations souveraines.

Ce qui a été mis en lumière dans ces interventions est l'ingérence contre-révolutionnaire en Amérique latine par les États-Unis, le Canada et d'autres pays dans le but d'y mettre en place des gouvernements antisociaux, tels que celui au Brésil, qui autorisent le pillage des ressources et l'appauvrissement des peuples du continent par les plus grosses entreprises minières et autres multinationales au monde. Il a été souligné que le président Morales, le premier dirigeant autochtone de la Bolivie, avait adopté plusieurs réformes qui ont permis au peuple, en particulier les peuples autochtones, de sortir de la pauvreté. Il a construit des nouveaux projets domiciliaires, des écoles, des hôpitaux et une infrastructure qui ont amélioré le niveau de vie du peuple. Aussi, sur le plan international, le président Morales parlait haut et fort pour la paix et la justice.



Une déclaration émise le 10 novembre par le MAS a été lue au rassemblement, condamnant le coup et disant, entre autres : « Aujourd'hui nous nous engageons sur une longue route de résistance à la

défense des réalisations historiques du premier gouvernement autochtone du pays qui a pris fin aujourd'hui avec la démission forcée de notre président Evo Morales en raison d'un coup d'État policier et civil. Que l'histoire soit témoin de notre engagement envers la défense de notre programme de nationalisation et d'industrialisation, de nos industries publiques, nos politiques sociales et nos symboles nationaux. »

Le rassemblement s'est terminé par une courte marche au bureau de Toronto de la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland pour exiger que le Canada cesse son ingérence criminelle en Bolivie, au Venezuela et dans d'autres pays de l'Amérique latine et partout dans le monde.





Militante manifestation à Ottawa en appui au peuple bolivien



Le 12 novembre, des activistes d'Ottawa et de Gatineau se sont mobilisés d'urgence pour manifester devant le bureau du premier ministre en appui au peuple bolivien et leur président Evo Morales. Bien qu'il ait été réélu démocratiquement le 20 octobre, le président Morales a été forcé de démissionner le 10 novembre par un coup d'État violent instigué de l'étranger. Le Canada, sous le gouvernement Trudeau, est au premier rang des pays qui y veulent un changement de régime, y compris dicter à la Bolivie que les résultats du 20 octobre sont illégitimes et qu'il doit y avoir une deuxième ronde d'élections.

Piquetage à Montréal : Justice pour les peuples chilien et bolivien



Le 12 novembre, des Montréalais se sont rassemblés en appui au peuple chilien qui lutte contre la répression violente du gouvernement Pinera, et pour dénoncer le coup d'État en Bolivie et la violence et la division déchaînées par les forces réactionnaires de ce pays. Ils ont réclamé que le gouvernement canadien s'oppose à la violation des droits au Chili et au coup en Bolivie.



Déclaration du Syndicat canadien de la fonction publique sur la Bolivie, 13 novembre 2019

Le SCFP se joint à la communauté internationale pour exprimer son inquiétude au sujet de la situation en Bolivie, qui a mené à un coup d'État.

Le SCFP demande au gouvernement du Canada de reconnaître et de respecter la souveraineté du peuple bolivien et son droit de déterminer seul son propre avenir politique, sans ingérence étrangère ou militaire. De plus, nous demandons aux libéraux de Justin Trudeau de cesser de s'inspirer de certains pays dirigés par des gouvernements d'extrême droite pour déterminer leur politique étrangère.

Nous offrons notre solidarité et notre soutien au peuple bolivien qui sera le plus touché par l'instabilité sociale et économique générée par cette attaque contre ses droits démocratiques.

(Photos : LML, Y. Cabana)

Discussion sur les développements politiques dans les Amériques et les Caraïbes



Une réunion réussie a eu lieu le samedi 9 novembre à la Maison des Amis à Ottawa, organisée par les Mouvements sociaux ALBA-Ottawa. Un représentant d'ALBA, dans ses mots de bienvenue, a souligné que la situation en Amérique latine évolue à une vitesse telle que certaines situations changent quotidiennement. De façon générale, la réunion a permis aux participants de saluer les luttes des peuples pour un nouveau départ à tous les niveaux, que ce soit à Cuba, en Bolivie, au Venezuela, au Honduras, au Chili, en Haïti ou au Brésil.

Parmi les orateurs, il y avait Giuvel Orozco Ortega, conseiller adjoint et chef de mission de l'ambassade de Cuba ; Luis Acuna, chargé d'affaires de l'ambassade du Venezuela, le professeur Marcelo Saavedra et Gustavo Saavedra, originaires de la Bolivie, qui ont informé les participants de la situation dans ces pays. Giuvel a expliqué comment les nouvelles mesures adoptées par l'administration Trump pour intensifier le blocus créent une situation difficile pour le peuple cubain et comment celui-ci tente de trouver des solutions dans une situation où 85 % de son commerce est touché. Luis a pour sa part parlé entre autres de l'étrange situation dans laquelle se trouve le gouvernement canadien sur la question des normes diplomatiques. En effet, celui-ci vient de reconnaître officiellement les lettres de créance d'un ambassadeur vénézuélien au Canada nommé par le président autoproclamé Juan Guaido. Entretemps, le gouvernement canadien rend la vie difficile au personnel de l'ambassade du Venezuela à Ottawa, notamment en gelant les transferts financiers du Venezuela qui sont nécessaires au bon fonctionnement quotidien de l'ambassade. Les deux orateurs qui ont parlé de la Bolivie ont expliqué comment, suite à la victoire électorale d'Evo Morales le 20 octobre, des forces de l'extrême-droite ont déclenché une violence raciste ouverte contre le peuple comme partie intégrante d'une tentative de coup d'État. (Le jour suivant cette réunion, le 10 novembre, le coup contre Morales s'est concrétisé.)

Les participants à la réunion ont soulevé que le gouvernement canadien doit rendre des comptes pour son ingérence dans les affaires du Venezuela et de la Bolivie. Plusieurs se demandent pourquoi il se range du côté de ceux qui imposent une situation de violence et d'instabilité aux peuples et aux gouvernements dûment élus.

Ils ont exprimé leur enthousiasme devant la libération de Lula au Brésil le 8 novembre et souligné que le Brésil s'est maintenant joint aux États-Unis et à Israël, les trois seuls pays ayant voté contre la résolution de l'ONU dénonçant le blocus des États-Unis contre Cuba.

Maricarmen Guevara, une organisatrice d'ALBA, a présenté des diapositives de la Conférence internationale contre l'impérialisme et le néolibéralisme qui a eu lieu récemment à La Havane, à Cuba.

Plusieurs événements ont été annoncés pour souligner l'intensification de l'appui aux luttes des peuples et à la lutte anti-impérialiste dont la classe ouvrière canadienne, mexicaine et américaine fait partie. Entre autres : l'importance de participer à un piquetage le 13 novembre contre le faux ambassadeur du Venezuela sur le campus de l'Université d'Ottawa suite à un appel lancé par ALBA; le piquetage mensuel du 17 novembre devant l'ambassade des États-Unis en appui à Cuba et sa lutte contre le blocus inhumain imposé par les États-Unis; une invitation à signer une lettre en appui au peuple bolivien et en opposition à la violence déchaînée contre lui et à la voie choisie par le peuple bolivien, lettre devant être livrée à l'ambassade de la Bolivie.



(Photos: LML)

28e victoire de Cuba à l'Assemblée générale de l'ONU

Échanges animés avec la consule de Cuba à Montréal



Le dimanche 10 novembre, la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba a organisé une rencontre avec Mara Bilbao Diaz, consule générale de Cuba à Montréal sur le vote écrasant en faveur de la résolution contre le blocus des États-Unis contre Cuba. Près de 50 personnes étaient présentes, dont des membres des communautés salvadorienne, chilienne, haïtienne et des activistes. Sous des applaudissements nourris, Mara a annoncé que pour la 28e année consécutive, la résolution contre le blocus criminel étatsunien contre Cuba a été adoptée par une majorité écrasante lors de l'Assemblée générale de l'ONU le 7 novembre. Cent quatre-vingt-sept pays et nations ont voté en faveur de la résolution condamnant le blocus. Les États-Unis, Israël et le Brésil ont voté contre la résolution ; l'Ukraine et la Colombie se sont abstenues.

Malgré l'activation du titre III de la *Loi Helms-Burton* par le gouvernement Trump en janvier 2019 et même si ce dernier a exercé d'énormes pressions sur des pays d'Amérique latine, a dit Mara, l'écrasante majorité des 187 voix en appui à la lutte du peuple cubain expose combien les États-Unis sont de plus en plus isolés internationalement.



Elle a détaillé les nouvelles attaques contre l'économie cubaine du gouvernement étatsunien avec l'activation du titre III, et ce, pour la première fois depuis son adoption en 1996. Tous les 6 mois depuis son adoption, l'administration américaine a examiné sa faisabilité. L'administration Trump est la première à l'appliquer. Une des conséquences immédiates pour Cuba est l'accès limité au carburant. En septembre, Cuba a dû ralentir ses activités. De plus, cette loi permet à tout citoyen américain ou entité qui possédait des terres à Cuba avant la révolution, de se présenter devant un tribunal et de demander à avoir contrôle sur toute entreprise maintenant située sur ces terrains. Cette manoeuvre a évidemment pour effet d'intimider de nouveaux investisseurs dont Cuba a besoin, comme n'importe quel pays à l'heure actuelle.

Elle a présenté la liste des mesures imposées contre Cuba : l'émission de visas est réduite, de même que les services consulaires, l'accord entre les fédérations de baseball cubaine et étatsunienne a été abolie, comme la possibilité pour un citoyen des États-Unis de voyager à Cuba. Les vols directs aux aéroports de Cuba sont interdits, sauf vers celui de La Havane. De plus, avec la clause qui interdit que tout équipement ayant 10 % et plus de composantes étatsuniennes soient vendus à Cuba, l'acquisition par l'île de nouvelles technologies, de médicaments et de matériaux nécessaires est rendue pratiquement impossible. Cela se répercute dans tous les aspects de la vie, avec les conséquences que l'on peut imaginer sur les soins de santé et le traitement de différentes maladies.

Les 59 ans de blocus, a-t-elle dit, ont coûté plus de 922 milliards de dollars à l'économie cubaine. D'avril 2018 à mars 2019, ce sont 4,34 milliards de dollars dont le gouvernement cubain n'a pu disposer. Malgré cela, pas une école n'a été fermée et le système de santé cubain est tel, a dit Mara, qu'un Cubain qui attend plus de 30 minutes à une clinique ou à l'hôpital se fâche et demande à voir la direction !

L'esprit de résistance du peuple cubain, nous le devons au peuple lui-même et à sa direction, a dit Mara. Elle a souligné le rôle crucial de la solidarité internationale, dont celle des organisations, à Montréal, qui mois après mois, peu importe la température, font un piquetage devant le consulat des États-Unis.

Elle a indiqué combien nous sommes témoins de mouvements à travers le monde, et dans nos Amériques, du rejet du néolibéralisme et de ses violences contre les peuples. Cuba témoigne qu'une nation peut se construire autour de la réalisation des besoins du peuple. C'est aussi ce qui explique la 28e victoire de Cuba à l'Assemblée générale de l'ONU.



Une période de questions très animée entrecoupée des Vive Cuba ! a suivi la présentation. À la question sur ce que représente 28 années de vote contre le blocus si les États-Unis maintiennent le blocus et font fi de la résolution et comment les 187 pays peuvent la rendre effective, la console a donné des exemples. Elle a expliqué d'abord que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies ne sont pas exécutoires. La structure des Nations unies ne fonctionne pas comme cela. Cependant, le vote a une valeur morale très importante. Les États-Unis passent outre lamentablement la décision d'une écrasante majorité des pays qui votent en faveur de cette résolution, mais l'exemple et la détermination de Cuba font bouger les votes des pays contre les États-Unis. Par exemple, les pays d'Afrique n'oublient pas tout ce que Cuba fait d'une manière désintéressée. Ils ont leur propre expérience directe avec Cuba. Ce n'est pas un discours vide. Cuba a très peu de choses du point de vue matériel, mais défend une politique d'assistance envers les pays de façon désintéressée. Nous envoyons des centaines de médecins. Avec l'apparition de l'Ébola en Afrique, seulement 3 ou 4 pays ont envoyé de l'aide et parmi ces pays, Cuba. Leur formation dans les conditions de la révolution et du blocus leur permet d'agir et de soigner dans les conditions les plus difficiles.

D'autre part, l'Union européenne s'oppose au blocus et vote en bloc en faveur de cette résolution. Quelques pays de l'Europe dont l'Espagne ont beaucoup d'intérêts économiques et commerciaux avec Cuba. Des parlementaires ont émis des dénonciations contre le blocus, car d'une certaine manière cela affecte les intérêts du pays. Cuba veut aussi démontrer par ce vote aux Nations unies l'illégalité et l'immoralité du blocus.

D'autres questions ont porté sur le travail des médecins à l'étranger, de leur formation, du travail diplomatique des représentants cubains au Canada. Les réponses ont illustré l'empreinte tangible de 60 ans de révolution sur la vision du peuple cubain, sa bataille dans la vie pour défendre sa souveraineté et sur comment il aborde les problèmes pour les résoudre en sa faveur et en faveur des peuples du monde.

La rencontre s'est tenue à la suite de la Conférence de solidarité anti-impérialiste de La Havane pour la démocratie et contre le néolibéralisme les 1er, 2 et 3 novembre à laquelle une délégation de la Table de concertation de solidarité a participé. Un diaporama de photos du déroulement de la conférence, dont plusieurs de la participation de Nicola Maduro, Raoul Castro et ont suscité des applaudissements et des Vive Cuba !, Vive le Venezuela ! La conférence a démontré que Cuba n'est pas seule dans un contexte des plus dangereux pour les peuples des Amériques et du monde.

À la toute fin, la nouvelle de la démission d'Evo Morales en Bolivie et de la tenue de nouvelles élections a été annoncée et suivie en direct de la conférence de presse de la direction bolivienne.

Les participants ont réagi en proposant de tenir une action pour dénoncer le coup d'État qui vient de se produire contre le gouvernement et le peuple boliviens, en même temps que l'action organisée en appui au peuple chilien le 12 novembre. L'esprit de résistance face aux manœuvres des États-Unis et des hautes sphères de l'oligarchie dans les Amériques était au rendez-vous.

(Photos: LML)

Le Canada doit cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures du Venezuela! Respectez les normes diplomatiques et internationales!



Piquetage à l'Université d'Ottawa le 13 novembre 2019 contre le faux ambassadeur du Venezuela

Des activistes, à l'appel de Mouvements sociaux ALBA Ottawa, ont organisé un piquetage à l'Université d'Ottawa mercredi soir, le 13 novembre, où avait lieu un événement annoncé comme étant une « réunion de la communauté vénézuélienne avec l'ambassadeur du Venezuela au Canada, Orlando Viera-Blanco ». Promouvoir de la sorte un faux ambassadeur dont les lettres de créance elles-mêmes proviennent d'un président autoproclamé n'est rien de moins qu'une farce. Le problème, c'est que le gouvernement canadien est l'un des architectes de cette farce. Selon les normes diplomatiques, les nations souveraines nomment leur ambassadeur, mais malgré cela, la gouverneure générale du Canada a accepté les lettres de créances d'un faux président auto-proclamé du Venezuela et fait tout pour rehausser sa légitimité. En plus d'être sans précédent en termes des normes de diplomatie canadienne, ces activités montrent à quel point le Canada se met au service des impérialistes américains.

En 2015, Barack Obama avait déclaré le Venezuela une « menace à la sécurité nationale des États-Unis » et, plus tard, l'ancien conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, sous l'administration Trump, avait déclaré que le Venezuela, Cuba et le Nicaragua constituaient un « triangle de terreur » et qu'ils étaient la source « d'immenses souffrances et d'instabilité régionales ». En réalité, la source de l'immense souffrance et instabilité dans la région sont les blocus imposés à Cuba et maintenant au Venezuela ainsi que les coups d'État parrainés en partie par le Canada contre Haïti, le Honduras, le Brésil et maintenant la Bolivie. L'ingérence sans relâche des États-Unis et de leurs acolytes au Canada dans les affaires de pays souverains ne peut être justifiée sous prétexte de grands idéaux.

Les organisateurs du piquetage ont déclaré : « Le Canada ne joue pas le rôle que nous attendons de lui. Nous nous opposons à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays et nous voulons que nos gouvernements respectent les gouvernements souverains et dûment élus à l'étranger. Nous refusons de jouer le jeu des États-Unis d'imposer un changement de régime par la déstabilisation, les blocus et les menaces d'intervention militaire, que ce soit sous la bannière de l'aide humanitaire ou tout autre prétexte. En ce sens, le gouvernement canadien doit arrêter ses manigances au sein du Groupe de Lima discrédité, et s'en tenir aux normes diplomatiques, c'est-à-dire, reconnaître le seul et unique ambassadeur du Venezuela au Canada qui a été nommé par le gouvernement dûment élu de Nicolas Maduro. Aussi doit-on lui accorder tous les droits et privilèges conformément à cette fonction officielle. Seulement ainsi le gouvernement canadien pourra-t-il prétendre être 'fondé sur des règles'. »

(Photos: LML)

Debout avec Haïti! : Justice, dignité, réparations

- Marie Dimanche, Frantz André et Yves Engler -



Debout avec Haïti!

Montréal

Dimanche le 17 novembre - de 12 h 30 à 16 h 30

Place Toussaint-Louverture, 137, boul. De Maisonneuve Est,
(entre Sanguinet et Saint-Dominique)

Organisé par Solidarité Québec-Haïti

Facebook

Des manifestants ont récemment lancé un cocktail Molotov et ont enflammé des pneus devant l'ambassade du Canada à Port-au-Prince. Lors d'un autre rassemblement, des manifestants ont jeté des pierres sur la représentation diplomatique du Canada en Haïti et un manifestant a été filmé tenant une pancarte disant : « Fuck USA. Merde la France. Fuck Canada. »

Bien que troublants pour la plupart des Canadiens, ces actes reflètent la colère d'un peuple appauvri qui en a marre que des gouvernements étrangers



gèrent ses affaires.

Depuis plus d'un an, les Haïtiens se sont engagés dans un remarquable soulèvement populaire contre un président corrompu et répressif soutenu par des étrangers. Depuis septembre, les écoles et les entreprises de Port-au-Prince ont été en grande partie fermées dues à des manifestations contestant le président, le racisme et les inégalités économiques. Les Haïtiens rejettent aussi la politique étrangère du Canada.

Jovenel Moïse demeure président car il bénéficie du soutien d'Ottawa, de la France, de Washington et d'autres membres du soi-disant « Core Group ». Le Canada fournit au président impopulaire un important soutien financier, diplomatique et policier.

Au cours des 15 dernières années, les Haïtiens ont de plus en plus identifié le Canada parmi les étrangers qui ont un poids historique important sur le pays. Le 31 janvier 2003, Ottawa a organisé une réunion secrète — révélée par l'éminent journaliste québécois Michel Vastel — pour discuter de l'avenir d'Haïti. Aucun représentant haïtien n'a été invité au sommet où des hauts responsables américains, canadiens, français et de l'Organisation des États américains ont discuté du renversement du président élu, Jean-Bertrand Aristide, de la mise sous tutelle internationale du pays et de la résurrection de la redoutée armée d'Haïti

Treize mois après cette réunion, les États-Unis, la France et le Canada ont renversé Aristide. Durant les deux années suivantes, ils ont imposé un gouvernement responsable de milliers de morts. Le coup d'État a également inauguré une force militaire des Nations Unies qui en déversant ses défécations dans les cours d'eaux, sans ménagement, a provoqué une épidémie de choléra qui a coûté la vie à 10 000 personnes.



Manifestation devant le bureau de campagne de Justin Trudeau à Montréal le 12 octobre 2019 pour exiger que le Canada retire son appui au régime corrompu et illégitime de Jovenel Moïse en Haïti

Suite au tremblement de terre meurtrier de 2010, les dirigeants canadiens ont poursuivi leur programme inhumain et antidémocratique. Selon des documents internes du gouvernement que la presse canadienne a examiné un an après la catastrophe, des responsables à Ottawa craignaient qu'un vide du pouvoir après le séisme ne conduise à un « soulèvement populaire ».

Une note d'information « secrète » a expliqué : « La fragilité politique a accru les risques d'un soulèvement populaire et a alimenté la rumeur selon laquelle l'ancien président Jean-Bertrand Aristide, actuellement en exil en Afrique du Sud, souhaite organiser un retour au pouvoir. »

Les documents expliquent également l'importance de renforcer la capacité des autorités haïtiennes à « contenir les risques d'un soulèvement populaire ». Pour contrôler la population traumatisée et

souffrante d'Haïti, 2 050 soldats canadiens ont été déployés aux côtés de 12 000 soldats américains et de 1 500 soldats de l'ONU (8 000 étant déjà sur place).

Un an après le tremblement de terre, les États-Unis et le Canada ont forcé le candidat à la présidence, Michel Martelly, de la troisième place du scrutin à la position de tête d'une élection dont le parti d'Aristide a été bloqué. Martelly est le mentor de Moïse, figure centrale du scandale de corruption de plusieurs milliards de dollars que les récentes manifestations dénoncent sans relâche.

Il n'est pas étonnant que les Haïtiens soient en colère contre le gouvernement canadien.

Cependant, une autre position canadienne est également proposée. Le 31 octobre, l'Assemblée nationale du Québec a approuvé à l'unanimité une motion affirmant « notre solidarité sans réserve envers le peuple haïtien et son désir de trouver une société stable et sûre ». Elle exhorte « le soutien à toute sortie pacifique et démocratique de la crise émanant d'acteurs de la société civile haïtienne. »

Une semaine plus tôt, la Concertation pour Haïti, un collectif d'ONG et de syndicats du Québec, avait appelé « le Canada à faire le bon choix et à user de son influence au sein de la communauté internationale pour appuyer » une transition présidentielle.

La semaine dernière, David Suzuki, Amir Khadir, Roger Waters, Maude Barlow, Yann Martel et plus de 100 autres écrivains, musiciens, activistes et professeurs ont signé une lettre ouverte invitant le gouvernement canadien à cesser de soutenir un président haïtien corrompu, répressif et illégitime.

Le 17 novembre, Solidarité Québec-Haïti organise une manifestation en solidarité avec le mouvement de révolte populaire en Haïti.

Rejoignez-nous !

**Marie Dimanche est la fondatrice de Solidarité Québec-Haïti #Petrochallenge 2019. Frantz André est membre de Solidarité Québec-Haïti et représente aussi le Comité d'action des personnes sans statut. Yves Engler est membre de Solidarité Québec-Haïti et auteur de 10 livres.*

(Solidarité Québec-Haïti #Petrochallenge 2019. Photos LML))

Calendrier d'événements

Piquetage mensuel, dimanche 17 novembre

**Tout en oeuvre pour mettre fin au blocus des
États-Unis contre Cuba! Rendez Guantanamo
à Cuba maintenant!**

Montréal

17 h à 18 h

À l'intérieur de la station de métro Place-des-Arts,
près des tourniquets de la sortie pour la librairie Archambault.
Organisé par la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba
tableqccu@gmail.com



Ottawa

13 h 30

Embassade de États-Unis, rue Mackenzie (côté park Major's Hill)

Organisé par Ottawa-Cuba Connections

ottawacubaconnections@gmail.com

Vancouver

16 h

Consulat des États-Unis, 1075, rue Pender O.

Organisé par Friends of Cuba Against the U.S. Blockade – Vancouver

www.vancubasolidarity.com

Pas de port pour la guerre! Faisons du Canada une zone de paix!

**Opposons-nous au Forum de Halifax sur la sécurité
internationale basé aux États-Unis!
Samedi le 23 novembre**

De retour pour la 11e année consécutive à Halifax, le Forum de Halifax sur la sécurité internationale se tient du 22 au 24 novembre prochain. Chaque année, cet événement rassemble des fauteurs de guerre, des criminels de guerre et leurs serviteurs qui viennent ourdir de nouvelles agressions contre les peuples du monde. C'est inacceptable. Joignons-nous aux actions pour sortir le Canada de l'OTAN, faire du Canada une zone de paix et réaffirmer que Halifax n'est «pas un port pour la guerre!»



Halifax

Rassemblement à 13 h

Parc Paix et Liberté de Halifax (auparavant parc Cornwallis)
À l'angle des rues Hollis et South

Réunion et panel à 18 h 30

Salle 302, Dalhousie Student Union Building
6136 University Ave.

Toronto

Piquetage à 13 h

Association canadienne pour l'OTAN
48, rue Yonge (près de la station de métro King)
*Organisé par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et
Voix des femmes canadiennes pour la paix. Pour de l'information: 647-907-7915.*

Événements à Toronto contre l'OTAN, l'intervention étrangère et le militarisme

Piquetage mensuel

« Canada, hors de l'OTAN! »

Mardi le 3 décembre de 15 h à 16 h

Association canadienne pour l'OTAN
48, rue Yonge Street (près de la station de métro King)
Venez à la dernière manifestation de l'année contre l'OTAN!
En solidarité avec les manifestations contre le sommet des dirigeants
de l'OTAN en Grande-Bretagne!

Organisé par Voix des femmes canadiennes pour la paix

[Facebook](#)

Piquetage au bureau de la ministre Freeland

Freeland, arrêtez d'organiser des coup d'État contre le Venezuela!

Mettez fin aux ventes d'armes à l'Arabie saoudite!

Mardi le 3 décembre de 15 h à 16 h

344, rue Bloor Ouest

Organisé par Voix des femmes canadiennes pour la paix

Discussions communautaires sur la crise du climat

Une voie vers l'extinction

Mardi le 10 décembre de 19 h à 20 h 30

OISE, 252, rue Bloor Ouest, salle 2296, 2e étage

Organisé par Extinction Rebellion (Toronto) et Science for peace

[Facebook](#)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca